## Données sur les vaccins à restituer

**Santé »** Un avant-projet auquel participera l'OFSP va examiner s'il est possible de restituer les données de vaccinations aux utilisateurs de l'ancienne plateforme mesvaccins.ch. Celle-ci avait été fermée en mars 2021 en raison de failles de sécurité. Près de 300 000 personnes sont concernées. La fondation Konsumentenschutz salue ces plans.

Cet avant-projet sera réalisé par la communauté de référence eHealth Argovie, sur mandat du canton d'Argovie et en accord avec le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence. » ATS

# Une économie de 30 millions

**Santé » Le réexamen régulier des prix des médicaments permet des économies.**

Dès le 1er juillet, l'assurance de base ne devra plus rembourser toutes les analyses du taux de vitamine D. L'assurance obligatoire économisera ainsi 30 millions de francs par année. La Confédération s'attend à d'autres économies grâce à son réexamen régulier du prix des médicaments.

Depuis 2017, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) examine les conditions d'admission et notamment les prix des médicaments figurant sur la liste des spécialités qui sont remboursées par l'assurance obligatoire. Chaque année, un tiers des médicaments sont évalués au moyen de cette évaluation des technologies de la santé (ETS).

Cette analyse scientifique et indépendante permet de vérifier l'efficacité, l'adéquation et le caractère économique d'une prestation médicale. Les résultats peuvent être utilisés en vue de limiter ou de supprimer l'obligation de rembourser les prestations qui ne sont pas efficaces ou économiques, rappelle l'OFSP sur son site Internet.

Jusqu'ici, les ETS ont permis d'économiser chaque année 35 millions de francs pour des coûts relevant de l'assurance obligatoire, indique Marc Schneider, responsable de la division Prestations de l'assurance maladie.

Actuellement, 38 procédures sont en cours ou terminées. Vingt-deux décisions devraient tomber prochainement. Ce processus devrait permettre une contribution importante à la baisse des coûts de l'assurance de base, selon M. Schneider. Mais questionné sur l'objectif de 220 millions de francs par an fixé par le Conseil fédéral, le spécialiste n'a pas souhaité donner de chiffre concret. » ATS

## L'inflation va s'accélérer

**Economie »** L'inflation devrait nettement grimper cette année en Suisse, portée par la flambée des tarifs des matières premières, avant de ralentir la cadence en 2023. La conjoncture helvétique et le marché du travail devraient néanmoins résister au renchérissement mondial des prix.

Les 11 économistes interrogés par le centre de recherche conjoncturelles KOF anticipent en 2022 un taux d'inflation à 2,6%, alors qu'ils tablaient encore sur une accélération des prix de 2,0% lors de la précédente enquête de mars, a indiqué hier l'institut zurichois dans un communiqué.

L'accélération des prix à la consommation devrait se tasser à 1,7% en 2023 (1,1% dans les estimations de mars). Sur un horizon à cinq ans, les perspectives d'inflation restent ancrées à 1,1%.

La hausse des prix, principalement due à la flambée des prix des matières premières énergétiques et agricoles, devrait avoir une incidence limitée sur la conjoncture helvétique. D'après les projections des spécialistes sondés par le KOF, le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse devrait s'élever à 2,5% cette année, des projections inchangées comparé au précédent sondage de mars. » ATS

Deux jours de discussions sur l'Ukraine réuniront une quarantaine de pays au Tessin

# Reconstruction en jeu à Lugano

« PIERRE-ANDRÉ SIEBER

**Ukraine »** Même si la remise sur les rails d'un pays dévasté prend des décennies, il faut bien commencer par élaborer un plan. Le canton du Tessin sera bientôt au cœur des discussions internationales sur l'avenir de l'Ukraine après l'éclatement de la guerre le 24 février. Dans le cadre de l'Ukraine Recovery Conference (URC2022) les 4 et 5 juillet prochains, pas moins d'une quarantaine de délégations gouvernementales et 18 organisations internationales sont attendues à Lugano pour deux jours de pourparlers au Palais des congrès. A la manœuvre, le président de la Confédération Ignazio Cassis, chef du Département des affaires étrangères (DFAE) qui a souligné hier à Bellinzone que l'opération n'est pas simple.

La liste des pays participants est toujours ouverte. Une délégation ukrainienne est annoncée par le DFAE sans pouvoir préciser si le président Volodymyr Zelensky sera physiquement présent. La composition de la délégation des Etats-Unis, entre autres, n'est pas encore connue. «Nous avons travaillé durant huit mois en prévision de cette conférence», explique Simon Pidoux, ambassadeur spécial chargé de l'URC2022. «L'un des défis consiste à réunir les partenaires impliqués.» Les chefs des gouvernements lituaniens et tchèques seront de la partie ainsi que la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.



**Norman Gobbi (à gauche) et Ignazio Cassis travaillent à la mise en place de la conférence de Lugano.** Keystone

### Opération à 600 milliards

Les thèmes de ces deux jours de discussions? La reconstruction sociale, économique et environnementale d'un pays dévasté par quatre mois de guerre. L'opération devrait coûter 600 milliards de francs selon l'Ukraine et le rendez-vous de Lugano sera aussi l'occasion pour les milieux de l'économie privée de rencontrer les autorités ukrainiennes. La transparence sera de mise: les débats seront publics sauf ceux dédiés à la sécurité.

Selon le chef du DFAE, il n'est pas question de laisser le pays aux oligarques une fois le conflit terminé. «Le plan qui ressortira de cette conférence doit se faire avec l'adhésion de l'Ukraine et ce pays doit être un moteur de la reconstruction lente et complexe esquissée par cette conférence», a insisté Ignazio Cassis. Son gouvernement doit assurer «un véritable leadership» dans l'élaboration de la Déclaration de Lugano qui ressortira de ces discussions. Quant à la Suisse, outre participer financièrement au programme d'aide dont les flux financiers seront surveillés, elle pourrait être appelée à servir d'intermédiaire avec l'agresseur russe dans le cadre des bons offices.

### Coût de plusieurs millions

Mais ces deux jours ne régleront pas tout. «Malheureusement, la fin du conflit n'est pas envisagée pour les 4 et 5 juillet», admet modestement Norman Gobbi, conseiller d'Etat, chef de la Direction des institutions du canton du Tessin. «Dans le contexte fédéraliste, le Tessin a ici le rôle d'organiser et d'assurer la sécurité de la conférence internationale qui discutera de la reconstruction de l'Ukraine à la fin du conflit. C'est une petite contribution à la stabilisation de la région et à la paix pour le continent et finalement pour la Suisse et le Tessin.»

**«L'un des défis consiste à réunir les différents partenaires impliqués»**

**Simon Pidoux**

La tenue des exigences de sécurité dans et autour du Palais des congrès de Lugano qui pourra accueillir jusqu'à 1000 personnes oblige le DFAE à s'appuyer non seulement sur l'armée mais aussi sur les autorités de la ville de Lugano et le canton du Tessin. Selon Ignazio Cassis, la dépense pour cette conférence internationale se chiffre à «plusieurs millions» dont 80% seront assumés par la Confédération. Le dispositif militaire comportera 1600 hommes et mobilisera les policiers cantonaux et municipaux ainsi que des spécialistes de la sécurité des autres cantons pour la sécurité des personnes.

### Accent sur la sécurité

Côté mobilisation des forces de sécurité, l'URC2022 de Lugano n'est pas le sommet de Davos qui voit jusqu'à 5000 militaires environ veiller durant cinq jours sur la manifestation. «Chaque conférence internationale nécessite des dispositions particulières en matière de sécurité», observe Norman Gobbi. «Le travail pour l'URC2022 avait commencé avant même que le conflit armé n'éclate, alors que la conférence avait d'autres objectifs. Après le 24 février, il est clair que les données – également en termes de sécurité – ont changé. La Police cantonale tessinoise est responsable du plan de sécurité et elle ne pourra accomplir sa tâche sans la collaboration des agents de la police municipale, ainsi que de collègues d'autres polices cantonales.»

En matière de coopération intercantonale, la police tessinoise est bien rodée et dispose d'un protocole de coopération qui est notamment appliqué pour le WEF de Davos et d'autres conférences internationales en Suisse. «Le nombre de personnes engagées pour la sécurité dépendra beaucoup du nombre de délégations d'autres Etats qui viendront au Tessin et, surtout, aussi du rang des membres de ces délégations», conclut Norman Gobbi. «La présence d'un chef d'Etat, par exemple, exige un niveau de sécurité plus élevé.» »

### SANTÉ

**ON DORT MAL**

Une bonne moitié des Suisses et des Suissesses (52%) jugent que leur sommeil n'est pas très bon. C'est ce qu'indique l'étude «Sanitas Health Forecast 2022», qui montre aussi que les Helvètes ont peur de la maladie d'Alzheimer et souhaiteraient en faire plus pour leur santé. ATS

### VARIOLE

**NEUF NOUVEAUX CAS**

Neuf nouveaux cas de variole du singe ont été confirmés en laboratoire en Suisse, a annoncé hier l'OFSP. Cela porte à 40 le nombre total de cas enregistrés dans le pays depuis le 21 mai. «Actuellement, nous estimons qu'il n'y a pas de danger pour la population», écrit néanmoins l'OFSP sur son site internet. ATS

### NEUCHÂTEL

**DES CYANOBACTÉRIES**

La cause du décès du chien samedi aux Jeunes-Rives à Neuchâtel est liée aux cyanobactéries dans le lac de Neuchâtel. Sur sa page Facebook, le canton appelle à la prudence les propriétaires de chiens et les parents de petits enfants, ces derniers pouvant être plus sensibles à la bactérie. ATS

### CANNABIS

**MARCHÉ D'UN MILLIARD**

Le marché du cannabis génère en Suisse un chiffre d'affaires de l'ordre d'un milliard de francs par an. Selon une étude genevoise, la réglementation actuelle produit «un résultat très inefficace d'un point de vue économique». Environ 750 000 joints sont consommés chaque jour en Suisse. ATS

### JURA

**PROJET DE GÉOTHERMIE**

Le canton du Jura ne s'oppose plus au projet controversé de géothermie profonde à Haute-Sorne. Après plusieurs mois de négociations, il a annoncé hier avoir signé avec l'exploitant une nouvelle convention renforçant les garanties sécuritaires et la communication. ATS